

## Ouverture d'une session parlementaire de l'EAC à Bujumbura

@rib News, 20/05/2009 - Source PANALes 45 députés de l'Assemblée législative de la Communauté de l'Afrique (East African Community, EAC) ont entamé, mardi, une session ordinaire de deux semaines à Bujumbura, centrée sur l'analyse d'un certain nombre de projets de loi relatifs, entre autre, à l'intégration douanière et au marché commun, apprend-on de source officielle dans la capitale burundaise. Les sessions législatives de l'EAC sont rotatives et c'est la première du genre à se tenir au Burundi, deux ans après son admission en tant que membre à part entière de cette communauté forte de plus de 120 millions de consommateurs.

Les autres Etats membres sont le Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya qui ont l'avantage sur le Burundi de pratiquer couramment l'anglais comme principale langue de travail au sein de l'Assemblée législative de la communauté. La ministre burundaise des Affaires de la Communauté est africaine, Mme Hafsa Mossi, a plaidé, à la veille de l'ouverture de la session législative, la cause du Français couramment utilisé dans son pays, "pour que tous les Etats membres travaillent dans l'entente et l'harmonie". Par ailleurs, la présidence tournante de l'EAC ne sera pas assurée comme prévue par le Burundi, au 1er juillet prochain, et c'est le Rwanda qui prolongera son mandat pour des raisons non encore clairement expliquées. Peu d'opérateurs économiques et industriels burundais se disent également prêts à lancer, la tête baissée, dans la farouche concurrence au sein de l'EAC avec les moyens de bord du moment, au sortir de plus d'une décennie de guerre civile qui a mis à mal l'outil de production socio-économique national. La montée en puissance fulgurante du Rwanda commence également à alimenter une concurrence farouche sur le marché burundais, quand elle ne favorise pas l'évasion des produits locaux de première nécessité, comme le sucre, le café, l'huile de palme ou encore le poisson du lac Tanganyika vers le voisin du sud au pouvoir d'achat plus consistant. Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a tablé sur le long terme en déclarant, à l'ouverture de la session de Bujumbura, qu'avec l'arrêt de la guerre, son pays s'acheminait vers une stabilité durable qui fera de lui un "partenaire fiable et actif" de la communauté est africaine de libre échange. Ces efforts internes d'une paix durable ont été chaleureusement salués par le président de l'Assemblée législative de l'EAC, Abdirahim Abdi.